



www.journalumali.com

# Journal du Mali

L'hebdo

N°471 du 18 au 24 avril 2024

~~Paix~~

Prolongation  
de la transition

Dialogue  
inter-Maliens

~~Réconciliation~~

Assimi Goita  
Candidat

~~Entente~~

Limitation des  
partis politiques

## MAL EMBARQUÉ ?

Alors que le dialogue inter-Maliens vise à contribuer à la restauration de la paix, les premières conclusions vont dans le sens d'une prolongation de la transition. Sortie de route ?

GRATUIT

Ne peut être vendu



# Suivez le meilleur du Foot malien



## CHAQUE WEEK-END

• EN DIRECT SUR



La télé qui vous allume !

CANAL+ 4 | MALIVISION 244

## ÉDITO

### Dialogues

Les premières conclusions issues de la phase communale du Dialogue national inter-Maliens vont très certainement renforcer les appréhensions soulevées lors de l'annonce de cette initiative. Présenté comme une alternative, notamment depuis que l'Accord pour la paix a été enterré par les autorités de la Transition, ce dialogue ressemble à une « discussion » de plus. Sans présumer, ni être caustique, discussion de plus égale souvent recommandations de plus, tiroirs remplis de plus... On peut le décliner autant de fois. Pour en revenir aux conclusions partagées sur certains supports, prolongation de la Transition, candidature du Président de la Transition lorsque sera organisée une présidentielle : la paix et la réconciliation peuvent emprunter plusieurs voies, pour certains cela doit peut-être passer par là. Les autorités semblent fonder beaucoup d'espoirs sur ce dialogue, du moins dans leurs déclarations. D'après elles, c'est une étape cruciale pour la reconstruction du Mali. Son succès permettra de jeter les bases d'une paix durable et d'une réconciliation nationale véritable. Toutefois, de nombreux partis politiques, après la décision de suspension de leurs activités, ont boycotté le dialogue. Des représentants des groupes armés rebelles n'y prennent pas part non plus et l'Imam Mahmoud Dicko a violemment chargé l'initiative, assurant qu'elle est conduite par des personnes qui n'ont même pas pu réconcilier leurs communautés. Ce ne sont pas les critiques qui manquent donc. Mais à l'issue du processus, on peut s'attendre, si besoin en était encore, à une légitimation de plus de la Transition, après les échanges ayant abouti à l'adoption de la Charte de la Transition, les Assises nationales de la refondation et dans une certaine mesure la nouvelle Constitution. Ces premières conclusions devraient être entérinées lors de la phase régionale, du 20 au 22 avril, avant d'être validée début mai, durant la phase nationale. C'est le contraire qui serait une surprise.

Boubacar Sidiki HAIDARA

### LE CHIFFRE

# 14 000

C'est le nombre d'emplois que Tesla a décidé de supprimer. L'entreprise d'Elon Musk, géant de l'automobile électrique, est confronté à de sérieuses difficultés.

### ILS ONT DIT...

• « On verra ce qui est décidé, mais elle fera partie des artistes. Les réactions ont choqué... Il y a eu des réactions racistes. Beaucoup de gens n'ont pas compris qu'il y aurait des centaines d'artistes mobilisés. Il y aura beaucoup d'artistes français, internationaux, lyriques... C'est un spectacle complet. J'espère qu'Aya Nakamura fera partie de la liste. Ce ne sera pas la seule ». **Emmanuel Macron, président de la France**, 15 avril 2024.

• « Si les Maliens se parlent sans tabou, ils trouveront les solutions idoines pour ranger définitivement les gènes des crises et conflits qui les désunissent depuis plusieurs décennies ». **Ousmane Issoufou Maiga, président du comité de pilotage du dialogue inter-maliens**, 15 avril 2024.

### RENDEZ-VOUS

19-20 avril 2024 :

Festival Hola - Palais de la Culture - Bamako

21 avril 2024 :

Real Madrid - FC Barcelone - Liga

22 avril 2024 :

AC Milan - Inter Milan - Serie A

26 avril 2024 :

Concert Fakoly Lezy - Palais de la Culture - Bamako

### UN JOUR, UNE DATE

19 avril 1987 : Première apparition des Simpson dans the Tracy Ullman Show.



Après sa victoire 4-1 sur la pelouse du FC Barcelone, le Paris Saint Germain s'est qualifié pour les demi-finales de la ligue des champions. Le club parisien avait perdu le match aller 2-3 au Parc des Princes.



Le footballeur guinéen Naby Keita a été suspendu mardi par le Werder Brême jusqu'à la fin de la saison pour avoir refusé d'entrer dans le bus du club allemand après avoir appris qu'il ne serait pas titulaire.

### LA PHOTO DE LA SEMAINE



L'Emirat de Dubaï sous les eaux après des pluies torrentielles le 16 avril. Plus de 120 millimètres d'eau sont tombés sur la ville.

# DIALOGUE INTER-MALIENS : MAL EMBARQUÉ ?

La première phase du Dialogue inter-Maliens s'est achevée le 15 avril dans les différentes communes du pays. Alors que ce dialogue vise à contribuer à la restauration de la paix, de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale, certaines propositions issues des échanges vont dans le sens d'une prolongation de la Transition. Boycotté en outre par des acteurs majeurs de la classe politique et certains groupes armés rebelles du nord, le dialogue voit sa réussite déjà compromise.

MOHAMED KENOVI

Les phases régionale et nationale du Dialogue inter-Maliens doivent se tenir respectivement du 20 au 22 avril et du 6 au 10 mai 2024. Mais le ton a été déjà donné dans les différentes communes, du 13 au 15 avril dernier. Les travaux au niveau communal, qui se sont globalement bien déroulés sur l'ensemble du territoire national, ont abouti à des recommandations en rapport avec les thématiques soumises aux participants, à savoir « Paix, réconciliation nationale et cohésion sociale », « Questions politiques et institutionnelles », « Économie et développement durable », « Aspects sécuritaires et défense du territoire » et « Géopolitique et environnement international ». Différentes propositions ont été faites lors de ces échanges. Dans la Commune III du District de Bamako, pour ce qui est de l'économie et du développement durable, certains participants proposent de développer le secteur primaire, la pêche, l'élevage et surtout l'agriculture, de promouvoir l'entrepreneuriat et la consommation locale et de « contrôler au maximum notre économie pour créer notre propre monnaie ». Concernant la question sécuritaire et de défense du territoire, ils recommandent de recruter le maximum de jeunes volontaires pour la défense de la patrie, d'acquiescer des armements de guerre modernes et de renforcer les écoles de guerre. Sur la même thématique, en Commune II, les participants recommandent l'instauration d'une police de proximité et une

meilleure collaboration entre la population et les forces de défense et de sécurité. À Bafoulabé, les participants ont opté pour un désenclavement du cercle, qui doit « impérativement passer par la construction de ponts sur le fleuve Sénégal à Bafoulabé et ses voies d'accès », et la révision des cahiers de charges des unités de production pour favoriser le recrutement des jeunes locaux. Ils ont aussi plaidé pour que les ressources naturelles du cercle « brillent pour les communes où elles sont exploitées ». Parmi les recommandations à Ansongo, dans la région de Gao, on note essentiellement le retour des réfugiés et l'érection du cercle en région, tandis qu'à Goundam, dans la région de Tombouctou, les participants ont insisté sur le retour de la paix dans la région. Du côté de Bandiagara, dans le centre, l'intégration des combattants des groupes armés d'autodéfense dans les rangs des forces armées, la dissolu-

**En plus de l'orientation ambiguë que semble avoir prise le Dialogue inter-Maliens à l'issue de la première phase au niveau des communes, le processus, qui se veut inclusif et ouvert à tous les Maliens, est boycotté par une grande partie de la classe politique.**

tion des milices, la reconstruction des villages endommagés ainsi que le retour effectif de tous les déplacés dans leurs localités respectives sont les principales recommandations faites.

**Dialogue taillé sur mesure ?** Dans la thématique consacrée aux questions politiques



Des participants en commune III du district de Bamako lors de la phase communale du dialogue inter-maliens qui s'est achevée le 15 avril. Plusieurs d'entre eux ont réclamé une prolongation de la transition.

et institutionnelles, certaines communes proposent une nouvelle prolongation de la Transition. Cette proposition de prolongation, allant de 30 mois à 10 ans ou encore jusqu'à la sécurisation complète et la stabilisation du pays, est revenue à plusieurs reprises, notamment, entre autres, à Bafoulabé, Ségou, Kidal et Gao. Même si ces recommandations doivent encore être vali-

la Transition ou encore des Assises nationales de la re-fondation. Tous les canaux de discussion qui ont eu lieu depuis le début de cette transition n'ont servi qu'à légitimer des causes déjà connues à l'avance et le Dialogue inter-Maliens ne fera pas exception à cette règle », pense Dr. Amidou Tidjani, enseignant-chercheur à l'Université Paris-13. Mais pour certains les recom-

## REPÈRES

Calendrier du dialogue inter-Maliens

**13 au 15 avril 2024 :**  
Phase communale

**20 au 22 avril 2024 :**  
Phase régionale

**6 au 10 mai 2024 :**  
Phase nationale

fier les sources des crises qui affectent le pays ainsi que les conditions de retour des réfugiés et des déplacés, de prévenir et de gérer les conflits en valorisant les mécanismes endogènes de gestion pour la consolidation de la paix, de renforcer la confiance entre les populations et les forces armées et de sécurité ou encore de renforcer la participation des femmes, des jeunes et des personnes vivants avec un handicap dans les mécanismes de prévention et de résolution des conflits.

**Du plomb dans l'aile ?** En plus de l'orientation ambiguë que semble avoir prise le Dialogue inter-Maliens à l'issue de la première phase au niveau des communes, le processus, qui se veut inclusif et ouvert à tous les Maliens, est boycotté par une grande partie de la classe politique et les groupes armés réunis au sein du Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD). En riposte à la décision des autorités de transition de suspendre jusqu'à nouvel ordre les activités des partis politiques, plusieurs formations majeures à l'instar de l'Adema-PASJ, du parti Yelema, du RPM, du Parena, de la Codem, de l'ASMA-CFP, de l'UDD et du PDES, entre autres, ont enjoint à leurs militants de pas prendre part aux travaux de ce dialogue. Pour les groupes armés du CSP, le Dialogue inter-Maliens est un « simulacre de dialogue ». « S'il y a un problème aujourd'hui, c'est bien entre les représentants de l'État et

ceux du CSP et des mouvements djihadistes tels que le JNIM. Je ne vois pas l'objectif d'un dialogue qui exclut ces parties », martèle Mohamed El Maouloud Ramadane, Porte-parole du CSP. L'absence de ces différents acteurs va-t-elle impacter l'efficacité du Dialogue inter-Maliens et la viabilité des recommandations pour la paix et la réconciliation nationale qui vont en découler ? Les avis sont partagés sur la question. « L'absence des groupes armés et de certains partis politiques n'est pas un frein à la réussite du dialogue. Dans un pays en crise, s'il y a des groupes qui ont pris les armes contre l'État et contre les populations civiles, on ne peut pas les inviter à un dialogue sans qu'ils acceptent de faire un trêve », soutient le politologue Bréhima Mamadou Koné. Dr. Amidou Tidjani partage cet avis, même si les raisons qu'il met en avant ne vont pas dans le même sens. « Je pense que l'absence des partis politiques ne portera pas de coup au Dialogue inter-Maliens. Au contraire, c'est une occasion pour les autorités de la Transition, qui ont pour projet de délégitimer les partis politiques, d'utiliser ce dialogue pour arriver à cette fin », avance l'enseignant-chercheur. Par contre, pour Soumaila Lah, analyste politique et Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité, « aller à ce dialogue avec les paramètres actuels c'est le faire souffrir d'un manque de légitimité et, à la fin, beaucoup ne se reconnaîtront pas dans les conclusions ».

« L'essence d'un dialogue est de réconcilier des gens qui ont des positions différentes. Mais aujourd'hui ce dialogue crée plus d'antagonismes entre les Maliens que de points de convergence », déplore celui qui soutient également que les autorités auraient véritablement dû travailler en amont pour rechercher l'inclusivité, peu importent les antagonismes. ■

## 3 QUESTIONS À



OUMAR SIDIBÉ

Analyste politique

### 1 Que pensez-vous globalement du dialogue inter-maliens ?

Je pense que c'est une bonne initiative. Pour moi ce n'est pas un dialogue de trop parce qu'il n'y a aucun effort qui soit de trop pour parvenir à la paix. Le fait que ce dialogue ait été inscrit dans la dynamique de faire face aux racines des conflits intracommunautaires est salu-

### 2 L'absence de certains partis politiques et des groupes armés du CSP porte-t-elle un coup à ce dialogue ?

Je regrette l'absence de certains partis politiques. Je pense que cela peut se faire ressentir sur les résultats des travaux. Un boycott n'est jamais une bonne chose pour un dialogue. Il aurait été mieux qu'il y ait des actions qui soient entreprises pour consulter les politiques pour qu'ils participent à ce dialogue et qu'ils puissent également donner leur vision sur les différentes questions. Quant aux groupes armés, je pense que sur cette question, il faut faire plus qu'un dialogue.

### 3 Pensez-vous que les résolutions issues de ce dialogue puissent aboutir à la paix et à la réconciliation nationale ?

Selon moi, l'objectif de ce dialogue n'est pas d'arriver tout de suite à la paix et à la réconciliation. C'est un instrument qui va permettre aux autorités de faire les réformes nécessaires pour y arriver. Pour moi il ne faut pas s'attendre à ce que cela ait un impact immédiat sur la question de la réconciliation nationale.

## DE LA CONFÉRENCE D'ENTENTE NATIONALE AU DIALOGUE INTER-MALIENS

Plusieurs fora ont précédé le Dialogue inter-Maliens, dont la phase régionale débute le 20 avril. De grandes rencontres entre les Maliens organisées pour faire le diagnostic de la crise dans le pays et trouver des solutions.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le dialogue national inclusif s'est tenu du 11 au 22 décembre 2019.

Qualifiée fin 2016 de « jalon important dans la réhabilitation de la cohésion sociale et du vivre-ensemble au Mali » par le Président de l'époque, Ibrahim Boubacar Keita, la Conférence d'entente nationale s'est tenue du 27 mars au 2 avril 2017. Cette Conférence était inscrite au chapitre 2 de l'Accord d'Alger de 2015 (abandonné par la transition en

janvier 2024). Avant sa tenue, l'opposition, conduite par Soumaila Cissé, l'avait boycottée, avant finalement de rejoindre la salle où se tenait la rencontre, une présence qu'elle avait jugée symbolique par la suite. Plusieurs recommandations ont été faites à l'issue de la Conférence, dont notamment d'améliorer la gouvernance, la justice et la gestion des ressources publiques ; de

criminaliser toutes les revendications basées sur la violence et l'usage des armes ou encore de négocier avec Iyad Ag Ghaly et Hamadoun Kouffa, les chefs du groupe terroriste JNIM. Alors que ces recommandations peinaient dans leur mise en œuvre, sera organisé deux ans plus tard le Dialogue national inclusif, une initiative censée trouver une solution à la crise sécuritaire et humanitaire que vivait le pays. Une nouvelle fois, l'opposition, par la voix de Soumaila Cissé, disparu le 25 décembre 2020, critiqua ce dialogue. Elle estimait que ce dialogue était « de la pure communication politique » et « une mise en scène ». Pour la plupart, les recommandations épousaient celles formulées lors de la Conférence d'entente nationale. En prenant en compte les phases locales, les participants se sont concertés

du 11 au 30 décembre 2019 sur six thématiques (Paix, sécurité et cohésion sociale, Politique et institutionnel, Gouvernance, social, économie et finances et enfin Culture, jeunesse et sport). Les actions à réaliser ont été classées par priorité : court, moyen et long terme. Les participants demandaient, comme lors de la Conférence d'entente nationale, d'engager le dialogue avec les terroristes pour le retour de la paix, de procéder à une relecture de certaines dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation, selon les mécanismes prévus à l'article 65 dudit Accord, ou encore de renforcer l'armée. Le coup d'État contre le Président IBK interviendra huit mois plus tard, en août 2020. Du 11 au 30 décembre 2021, les autorités de la Transition organiseront les Assises nationales de la refondation, avec pour objectif la naissance d'un « Mali Kura ». À la différence des dialogues précités, négocier avec les terroristes ne faisait pas partie des recommandations des ANR. ■

### DE LA CONFÉRENCE D'ENTENTE NATIONALE AU DIALOGUE INTER-MALIENS (QUELQUES RECOMMANDATIONS)

#### CONFÉRENCE D'ENTENTE NATIONALE

27 MARS AU 2 AVRIL 2017

- Négocier avec les belligérants du centre en l'occurrence Ahmadou Koufa tout en préservant le caractère laïc de l'état ;
- Négocier avec les extrémistes religieux du Nord en l'occurrence Iyad Ag Agali tout en préservant le caractère laïc de l'état ;
- Bannir toutes sortes d'amalgame, discrimination et de stigmatisation ;
- Réconcilier tous les fils du Mali (dont les frères Imghads et Ifoghas pour résoudre le problème de Kidal et ceux du centre du Mali des régions Mopti et Ségou.) avant de finaliser la charte pour la paix, l'unité et la réconciliation Nationale.

#### DIALOGUE NATIONAL INCLUSIF

11 AU 22 DÉCEMBRE 2019

- Déployer au plus vite les forces de défense et de sécurité reconstituées sur l'ensemble du territoire national ;
- Engager le dialogue avec Amadou Koufa et Iyad Ag Ghali pour ramener la paix au Mali ;
- Interdire les associations à caractère ethnique pour lutter contre les replis identitaires ;
- Procéder à une relecture de certaines dispositions de l'Accord pour la paix et la réconciliation, selon les mécanismes prévus à l'article 65 dudit Accord.

#### ASSISES NATIONALES DE LA REFONDATION

11 AU 30 DÉCEMBRE 2021

- Développer de nouveaux partenariats militaires avec des puissances militaires pour mieux défendre la souveraineté nationale ;
- Dissoudre toutes les milices et les intégrer dans l'armée nationale ;
- Relire l'Accord d'Alger, publier son Additif et accélérer sa mise en œuvre ;
- Instaurer la semaine de la paix et du dialogue au Mali.



Consommer Sahel Infusion, c'est consommer le Made in Mali.



Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : [www.sahelinfusion.com](http://www.sahelinfusion.com)

## CHOGUEL KOKALLA MAÏGA : DANS LE VISEUR DU CNT, LE PREMIER MINISTRE VA-T-IL TOMBER ?

Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga est attendu dans les prochains jours au Conseil national de transition (CNT) pour présenter le bilan de l'exécution du Plan d'action gouvernemental. Deux ans après son premier passage devant l'organe législatif de la Transition, Choguel Maïga, très attendu par les membres du CNT, pourrait être contraint à présenter sa démission et celle de son gouvernement.

MOHAMED KENOVI

Le Président du Conseil national de Transition, le Colonel Malick Diaw, a annoncé dans son discours d'ouverture de la session ordinaire d'avril, le 8 avril 2024, le prochain passage du Premier ministre devant l'organe législatif dans le cadre de l'orientation, du contrôle et du suivi-évaluation de la Feuille de route de la Transition. Le Chef du gouvernement, très attendu par les membres du CNT, devra faire le point de l'avancement dans l'exécution de son Plan d'action gouvernemental sur les deux dernières années et faire face aux multiples interrogations sur diffé-



début d'un processus aboutissant à sa destitution de la tête du gouvernement ? Pressenti comme étant sur un siège éjectable depuis des mois, le

**Motion de censure ?** Lors de son dernier passage devant le CNT, en avril 2022, 9 mois après sa prise de fonction, Choguel Kokalla Maïga avait été déjà vivement critiqué pour la lenteur dans la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental, dont seulement 33,87% des activités avaient été exécutées. Aujourd'hui, deux ans après, beaucoup de membres du CNT pensent que l'exécution de ce plan et de la Feuille de route de la Transition n'ont guère avancé. Selon nos informations, l'institution, dont la majorité des membres n'est pas très satisfaite de l'action gouvernementale, pourrait adopter une motion de censure contre le Premier ministre et le contraindre à la démission. À en croire certains analystes, ce scénario n'est pas exclu, d'autant plus que le Premier ministre n'est visiblement pas prêt à rendre le tablier de lui-même et que les militaires auxquels il s'est allié ne veulent pas le débarquer, au risque de se mettre à dos le M5-RFP pour la suite de la Transition, même si le mouvement est aujourd'hui divisé.

**Pressenti sur un siège éjectable depuis des mois, le Chef du gouvernement bénéficie toujours de la confiance du Président de la transition.**

rents sujets d'actualité lors de ce passage, dont la date doit être fixée et rendue publique après la prochaine Conférence des présidents du CNT. Et si cette interpellation annoncée du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga était le

Chef du gouvernement bénéficie toujours de la confiance du Président de la Transition. Mais pourra-t-il conserver celle du Conseil national de transition et obtenir son quitus pour prolonger son séjour à la Primature ? ■

## AES La force conjointe en action

Les FAMA ont annoncé dans un communiqué publié le 15 avril la conduite d'opérations conjointes contre les terroristes par les forces armées de l'AES. Ces opérations selon le document ont conduit à la neutralisation de plusieurs terroristes dans les zones frontalières. Ces actions matérialisent la force conjointe de l'AES mise en place le 6 mars 2024 lors d'une rencontre des Chefs d'état-major des pays

de l'Alliance. « Nous sommes arrivés à concevoir une force conjointe des pays de l'AES qui sera opérationnelle dans les plus brefs délais pour prendre en compte les défis sécuritaires dans notre espace » déclarait le général de brigade Moussa Salaou Barmou, Chef d'état-major des armées du Niger. Des interrogations demeurent notamment sur les contours de son opérationnalisation qui restent encore flous. Ni

le niveau des financements ni les effectifs qui vont composer la force, encore moins les modalités administratives et logistiques de sa mise en place n'ont été précisés. Alors que la force conjointe du G5 Sahel, mise en place en 2017, s'est toujours trouvée confrontée à des problèmes de financement, la nouvelle force annoncée par les pays de l'Alliance des États du Sahel, pourra-t-elle mieux s'en sortir ? Même si

### EN BREF

#### SÉCURITÉ : CRÉATION D'UNE FORCE D'INTERVENTION RAPIDE AU SEIN DE L'ARMÉE

Une Force d'intervention rapide des armées (FIRA) vient d'être créée au sein des Forces armées et de sécurité. Selon le décret portant sa création en date du 15 avril 2024 signé du président de la transition, le Colonel Assimi Goita, elle est chargée de planifier, de coordonner et de conduire les opérations visant à produire des effets opérationnels décisifs, de lutter contre les organisations terroristes ou criminelles, de participer à des opérations de libération d'otages, de protéger les hautes personnalités militaires et civiles ainsi que les installations sensibles et de compléter les forces spéciales au besoin. La FIRA, qui peut intervenir sur l'ensemble du territoire national contre toute menace dirigée contre la défense et l'intégrité du territoire, est placée sous l'autorité du Chef d'état-major général des armées et dirigée par un officier général ou supérieur. Selon des analystes, spécialement entraînée et équipée pour intervenir dans des délais très courts, elle représente un atout stratégique pour le Mali face aux défis sécuritaires. ■ **M.K**



Interconnectez vos sites distants  
grâce à nos liaisons  
spécialisées



20 28 00 00  
www.afribone.com



## BIDC : LE RETRAIT POTENTIEL DES PAYS DE L'AES MENACE LA NOTE « STABLE »

L'agence de notation américaine Fitch Rating a maintenu la note « B » pour la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC) le 12 avril 2024. Une notation assortie de la perspective Stable de la catégorie hautement spéculative. Une note qui pourrait être affectée par le potentiel retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Le profil de crédit autonome « B » de la BIDC résulte des analyses de solvabilité et de liquidité « BB » et d'un ajustement négatif de trois crans, pour refléter l'environnement commercial à haut risque de la banque, note l'agence de notation. Malgré une amélioration des perspectives stables sont mises en balance par les risques résultant du retrait potentiel de trois États membres de la CEDEAO et la BIDC (Burkina Faso, Mali, Niger). Les améliorations de ces dernières années sont relatives à la baisse des prêts non performants et au début des versements du capital dans le cadre de la nouvelle augmentation de capital en 2023.

Après une baisse conséquente en 2022, les ratios de capital de la BIDC ont modérément baissé en 2023. Le ratio fonds propres/actifs tombant à 29% fin 2023 contre 31% en 2022 et le ratio capital utilisable/actifs pondéré à 26% contre 28%. Ce qui dénote, selon Fitch, de la croissance des prêts (17%) ainsi que d'une nette augmentation



Suite au retrait annoncé des trois pays de l'AES, la note de la banque d'investissement de la CEDEAO pourrait être dégradée.

des actifs de trésorerie. Or seule une petite partie de ces actifs de trésorerie (6%) est considérée comme de qualité investissement. Les prêts non performants représentaient 5,7% du total des prêts fin 2023 contre 7,5% en 2022 et 9,8% en 2021. En outre, les pays d'opérations de la BIDC sont des pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur et sont exposés à un degré élevé d'instabilité politique.

**Risque de dégradation** Le retrait potentiel du Burkina Faso,

du Mali et du Niger, qui représentent 23% du total des prêts de la banque (dont un tiers aux souverains), présente des risques pour sa performance. Fitch Rating note que pour contenir l'impact sur les ratios de fonds propres, la banque pourrait retenir le capital libéré de ces trois pays (environ 20 360 000 000 francs CFA) pour couvrir une partie de ses expositions brutes envers les trois souverains (environ 76 508 000 000 francs CFA). L'exposition nette s'élèverait alors à environ 56 147 000 000 francs CFA, soit 6% des prêts bruts à fin 2023. ■

### EN BREF

#### FOIRE COMMERCIALE INTRA AFRICAINE : L'ALGÉRIE ACCUEILLERA LA QUATRIÈME ÉDITION

L'Algérie va accueillir la quatrième édition de la Foire commerciale intra africaine (IATF) en 2025. Elle est organisée par la Banque africaine d'import-export, en partenariat avec la Commission de l'Union africaine et le Secrétariat de la Zlecaf. L'accord d'accueil de l'évènement, qui vise à renforcer le commerce intra africain, a été signé ce 15 avril 2024 à Alger. Le rendez-vous économique que la capitale algérienne abritera en septembre 2025, vise à mieux connecter les marchés africains. Les échanges intra africains ont connu une hausse de 18,6% en 2022, pour se chiffrer à 193,17 milliards de dollars, selon Afreximbank. Le commerce intra régional a représenté 15% des échanges commerciaux du continent en 2022. La valeur des exportations de l'Algérie vers le continent africain est estimée à 2,7 milliards de dollars, dont 650 millions de dollars d'exportations hors hydrocarbures. L'IATF 2025 a pour ambition de rehausser le volume de ce commerce et de promouvoir le potentiel commercial et d'investissement du continent. Pour rappel, plus de 1 600 exposants de 75 pays et plus de 35 000 visiteurs ont pris part à la troisième édition de la Foire commerciale intra africaine en Égypte, en 2023. La valeur des transactions a été estimée à 43 milliards de dollars. ■ F.M

dans la région, elle a transféré 84,4 milliards de francs CFA. Des sommes provenant essentiellement du Sénégal (26,9 milliards), du Mali (22,3 milliards), du Burkina Faso (17,2 milliards FCFA), du Bénin (9,5 milliards), du Togo (6,5 milliards), du Niger (1,3 milliard) et de la Guinée Bissau (548,2 millions de francs CFA). ■ F.M

## UEMOA La diaspora transfère près de 281 milliards de francs CFA

Les travailleurs de la diaspora provenant des pays de l'UEMOA et vivant en Côte d'Ivoire ont transféré 280,9 milliards de francs CFA vers leurs pays d'origine en 2022. Un chiffre en hausse de 28% par rapport à l'année précédente représentant 58% des transferts effectués par les diasporas vers les pays de la région, selon la BCEAO. Selon le site Sikafinance, ceci

dénote d'une forte présence des travailleurs des pays de la sous-région en Côte d'Ivoire. En tête de ces pays, le Mali, dont les ressortissants ont envoyé 70,8 milliards, suivi du Burkina Faso avec 60,7 milliards. Ces chiffres représentent 47% du volume global des transferts vers l'UEMOA. On trouve ensuite le Sénégal avec 52,2 milliards de francs CFA, le Togo, 41,7 milliards, et

le Bénin, avec 40,6 milliards. Le Niger et la Guinée Bissau sont les pays ayant reçu le moins de transferts, avec respectivement 13,8 milliards et 619,7 millions de francs CFA. En tout, les flux de transferts des diasporas locales à l'intérieur de la région ont progressé de 19% pour s'établir à 663,6 milliards de francs CFA en 2022 contre 557,2 milliards en 2021. Quant à la diaspora installée

## FACEJ-PROCEJ : LES CHIFFRES D'APPUI AUX ENTREPRISES

Ces infographies sont issues de l'émission *Entreprendre* qui sera diffusée sur TM1 le 7 mai prochain dont le thème est: *Entrepreneuriat : programmes d'accompagnement, quels résultats?*



**afribone**

Notre connexion internet résidentielle jusqu'à 40 Mbits/s

20 28 00 00  
www.afribone.com

## YAYA CISSÉ : SES SOUTIENS PLAIDENT POUR UN NOUVEAU PROCÈS

Le 30 mars 2024, Yaya Cissé a célébré ses 12 ans d'emprisonnement en Mauritanie. Ce Malien, résident dans ce pays, a été condamné en 2012 pour le meurtre d'un Mauritanien. Après de longues années de bataille pour « établir » la vérité, ses soutiens sont mobilisés pour la réouverture de son procès. Car, ils en sont convaincus, M. Cissé est victime d'une erreur judiciaire.

FATOUmata MAGUIRAGA



Le Malien Yaya Cissé, qui clame son innocence, est incarcéré en Mauritanie depuis 12 ans.

À l'occasion du douzième anniversaire de l'incarcération de M. Cissé. De nouveaux éléments ont été découverts, permettant au moins d'émettre un doute sur les conditions de la condamnation de M. Cissé. Des éléments qui justifient, selon le collectif et les avocats de la défense, l'ouverture d'un nouveau procès qui pourrait le disculper. Outre sa présence en territoire malien le jour du meurtre dont on l'accuse, des témoignages éloquentes et des documents de voyage officiels attestent de cette réalité.

« Ça va, Dieu merci. Il a le moral », raconte Madame Cissé, l'épouse de Yaya Cissé. De retour de Nouackchott, où est incarcéré son mari, elle fait la navette entre la capitale mauritanienne et Nouadhibou, où elle vit avec leurs enfants. C'est ainsi depuis 2012 : elle partage son quotidien entre ses enfants et son mari, condamné et emprisonné pour « un crime qu'il n'a pas commis ». Son seul souhait est qu'il « recouvre sa liberté et qu'il nous revienne sain et sauf ». Dans l'attente d'une réponse officielle pour la réouverture de ce dossier judiciaire, pour lequel le collectif pour la défense de Yaya Cissé se mobilise, ce combat est aussi devenu celui de la Commission nationale des droits

de l'Homme du Mali (CNDH). Son Président, Aguibou Bouaré, qui s'est personnellement impliqué, espère aussi un autre procès pour Yaya Cissé.

**Dans l'espoir d'un nouveau procès, le collectif pour la défense de Yaya Cissé a adressé une lettre ouverte au Président de la Transition du Mali afin de demander son implication personnelle.**

**Nouveaux éléments** Dans l'espoir d'un nouveau procès, le collectif pour la défense de Yaya Cissé a adressé une lettre ouverte au Président de la Transition afin de demander son implication personnelle. Il l'a affirmé lors d'un point de presse qu'il a animé à l'occa-

en charge efficace, selon le collectif « Justice pour Yaya Cissé ». Saluant par ailleurs les efforts des autorités de la Transition, à travers le ministère de la Justice, et de la CNDH, il se dit confiant en la justice mauritanienne pour réparer cette « erreur judiciaire ».

### EN BREF

#### SEMAF : LES SYNDICATS ANNONCENT UNE GRÈVE

Les travailleurs de la Société d'exploitation de Manantali et du Félou projettent un arrêt de travail les 18 et 19 avril 2024. Ils exigent la satisfaction d'une vingtaine de doléances, faute de quoi une prolongation de la grève est prévue. « Si les exigences ne sont pas satisfaites, le Comité syndical du Mali à la SEMAF engage tous les travailleurs à observer une grève de 48 heures à partir du jeudi 18 avril 2024 », indique le préavis. Une grève qui sera reconductible pour 5 jours à partir du 22 avril, si les revendications ne sont pas satisfaites, précise le syndicat. Outre les points inscrits dans le préavis, les travailleurs dénoncent le retard dans le paiement des salaires, ce qui constitue un motif supplémentaire de « mécontentement ». Parmi les exigences du syndicat figurent l'entretien et la maintenance de qualité et à temps des équipements et installations des ouvrages. Les travailleurs demandent également de recruter désormais le Directeur général par appel à candidatures, au lieu d'une nomination par les États, et la détermination de textes uniques et équitables portant sur l'organisation et le fonctionnement de la SEMAF, au lieu de ceux de l'OMVS et d'une société purement privée. Outre la désignation d'un représentant plus légitime des travailleurs au Conseil d'administration, les travailleurs exigent également la construction ou la réhabilitation de systèmes d'adduction d'eau potable pour Manantali, Gouina et Félou, ainsi que le paiement des trois années d'arriérés de cotisations de la SEMAF au Fonds social (FOPESTRIMA). ■ F.M

Donnez votre avis sur Journal du Mali

## UKRAINE : DE L'AIDE OU LA DÉFAITE ?

L'Ukraine plaide auprès de ses alliés occidentaux pour plus d'aide alors que le pays semble acculé par la Russie depuis plusieurs semaines.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky plaide pour plus d'aides pour son pays.

La Chambre des représentants des États-Unis votera cette semaine sur des projets séparés d'aide à l'Ukraine et à Israël, après des mois de différends politiques entre l'administration de Joe Biden et ses opposants républicains, a annoncé lundi le chef de la chambre basse du Congrès. Une enveloppe de 60 milliards de dollars pour Kiev réclamée par le Président démocrate est bloquée au Congrès depuis des mois. « Je vous le dis franchement, sans ce soutien nous n'avons aucune chance de gagner », a déclaré le Président ukrainien Volodymyr Zelensky dans une interview à la chaîne américaine PBS. « Aujourd'hui,

notre ratio d'obus d'artillerie est de un contre dix. Pouvons-nous tenir le coup ? Non ». Zelensky a en outre appelé ses alliés occidentaux à fournir à l'Ukraine l'aide qui a permis à Israël de défendre son territoire contre les drones et missiles iraniens. Alors qu'il se démène pour continuer à bénéficier de soutiens extérieurs, le Président ukrainien doit faire face à une polémique. Il a promulgué mardi une loi visant à mobiliser plus d'hommes face aux assauts des troupes russes. Le texte controversé, adopté par le Parlement ukrainien le 11 avril, accroît notamment les sanctions pour les réfractaires et fait scandale à cause de la suppression à la

dernière minute d'une clause prévoyant la démobilisation des soldats ayant déjà servi trente-six mois. Un coup dur pour les militaires qui combattent depuis plus de deux ans. L'armée ukrainienne, affaiblie par une contre-offensive ratée durant l'été 2023 et une aide occidentale qui s'épuise, essaie de contenir les assauts russes en de multiples points. Pour cela, elle a besoin d'hommes, 400 000 selon la présidence ukrainienne, et de munitions. Peinant à trouver des volontaires, Kiev vient d'abaisser l'âge des appelables de 27 à 25 ans. Sur le plan diplomatique, le Chancelier allemand Scholz a déclaré mardi à Pékin avoir demandé au Président chinois Xi Jinping, de faire pression sur la Russie afin que Vladimir Poutine cesse sa « campagne insensée » en Ukraine. « La parole de la Chine a du poids en Russie », a écrit sur X le dirigeant. La Russie poursuit son offensive et, selon certains observateurs, cherche à paralyser l'Ukraine en visant et en détruisant ses infrastructures énergétiques. Selon les autorités ukrainiennes, les attaques qui ont commencé le 22 mars ont endommagé 80% des capacités de génération électrique nationales. ■

### UNE SEMAINE DANS LE MONDE

#### ESPAGNE : PLUSIEURS VILLES PROTESTENT CONTRE LE SURTOURISME

Des Îles Baléares aux Canaries en passant par Barcelone et Málaga, les mouvements hostiles au surtourisme se multiplient en Espagne, deuxième destination mondiale, poussant les autorités à agir pour concilier le bien-être des habitants avec un secteur économique crucial. « Les Canaries n'en peuvent plus » : sous ce mot d'ordre un appel à manifester samedi a été lancé dans cet archipel situé au large du nord-ouest de l'Afrique et prisé pour ses paysages volcaniques et son ensoleillement constant. Objectif : obtenir l'arrêt de la construction de deux complexes hôteliers à Tenerife, l'île principale, et une meilleure prise en compte des habitants et de l'environnement face à un essor jugé incontrôlé. L'an dernier, les Canaries ont reçu 16 millions de visiteurs, 7 fois plus que les 2,2 millions d'habitants. En Espagne, le tourisme pèse pour 12,8% du PIB et concentre 12,6% des emplois. Les conséquences du surtourisme sur l'immobilier impliquent « d'agir pour limiter le nombre d'appartements touristiques » mais le gouvernement est aussi « conscient de l'importance du secteur », a assuré le 14 avril la ministre du Logement, Isabel Rodríguez. ■

## OTAN La Tunisie veut renforcer sa coopération

Le ministre tunisien de la Défense, Imed Memmich, et le Président du Comité militaire de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Amiral Rob Bauer, en visite en Tunisie, ont discuté lundi des moyens de renforcer la coopération bilatérale, a indiqué le ministère tunisien dans un communiqué. Selon le texte, M. Memmich a exprimé sa satisfaction quant au développement de la coopération entre la Tunisie et l'OTAN, estimant qu'elle avait contribué au renforcement des forces armées tunisiennes, notamment depuis que le pays a obtenu le statut d'allié majeur non-membre de l'OTAN en 2015. De son côté, l'Amiral Rob Bauer a salué le niveau

de coopération entre la Tunisie et l'Otan, citant notamment le développement des capacités de l'armée tunisienne dans tous les domaines militaires. Il a affirmé la volonté de l'organisation de renforcer cette coopération, d'intensifier les formes de collaboration et de continuer à la promouvoir et à l'élargir. En 2023, une délégation de l'Institut tunisien de la Défense s'était rendue au siège de l'OTAN pour échanger avec l'organisation sur ses dispositifs en matière de lutte contre le terrorisme, ses activités pour la cyber défense et ses programmes pour les femmes, la paix et la sécurité, le changement climatique et la sécurité alimentaire. ■ B.S.H

### ÉCHOS DES RÉGIONS

#### BANKASS : CONTRÔLE PHYSIQUE DES ENSEIGNANTS

À Bankass, les enseignants du Centre d'animation pédagogique (CAP) ont été soumis à un contrôle physique du 12 au 15 avril 2024. L'objectif de l'opération était de contribuer à un retour effectif du corps enseignant à ses postes. Le contrôle, destiné à vérifier la présence physique des enseignants, visait aussi à assurer un retour des absents pour un déroulement normal de l'année scolaire. Au total, 482 enseignants ont été enregistrés, 318 fonctionnaires et 164 enseignants des écoles communautaires. Les opérations se sont déroulées dans les CAP et les établissements secondaires et professionnels. L'opération d'identification des agents des fonctions publiques de l'État et des collectivités, dans le cadre du Système de gestion intégré des ressources humaines (SIGRH), avait été lancée en octobre 2023. Le délai d'exécution de l'opération, qui se déroule en 3 étapes, a été prolongé en 2024. ■ F.M

## LIGUE DES CHAMPIONS : QUELS SONT LES AIGLES LES MIEUX PLACÉS ?

Alors que les différents championnats européens s'achèment vers leur fin, plusieurs internationaux maliens sont concernés par la course à la Ligue des champions.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA



Mohamed Camara, Kamory Doumbia, Yves Bissouma et Amadou Haïdara sont tous concernés par la course à la ligue des champions.

Alia jacta est en Allemagne. La Bundesliga a couronné un nouveau roi, le Bayer Leverkusen, champion pour la première fois de son histoire en 120 ans d'existence. L'équipe entraînée par Xabi Alonso s'est assurée le titre après sa victoire 5-0 face au Werder Brême le 14 avril. Ce qui met fin à une hégémonie de 11 années du Bayern Munich. Si le

champion est déjà connu, la course à la Ligue des champions reste indécise à cinq journées de la fin. Le RB Leipzig du Malien Amadou Haïdara occupe pour l'heure la dernière place qualificative pour la plus prestigieuse des coupes d'Europe. Mais Leipzig compte le même nombre de points que Dortmund, 5ème, et ne doit sa 4ème place qu'à une meilleure différence de

but. Le duel entre ces clubs, le 27 avril, pourrait s'avérer déterminant. Une autre confrontation qui pourrait décider du sort des qualifiés pour la Coupe aux grandes oreilles est le match de ce dimanche en Ligue 1 entre Brest de Kamory Doumbia et Monaco de Mohamed Camara. En dépit de sa défaite lors d'une rencontre dantesque et polémique à Lyon (4-3), Brest conserve pour l'heure la 2ème place, 1 point devant Monaco mais avec un match en plus. Les deux équipes sont sous la menace de Lille, 4ème, qui compte 4 points de retard sur Brest. Camara et ses coéquipiers l'affronteront bientôt afin de conserver leur avantage. En Angleterre, un Malien est également concerné. Le milieu de terrain Yves Bissouma occupe actuellement la 5ème place du championnat avec Tottenham. Le club londonien compte 3 points de moins qu'Aston Villa mais a une rencontre de plus à disputer. Le calendrier de fin de saison est très corsé pour les Spurs, qui devront batailler pour sécuriser une place. Tottenham doit affronter Chelsea, Arsenal, Liverpool et Manchester City pendant les 6 matchs qu'il lui reste à disputer. La tâche s'annonce donc très ardue pour les joueurs d'Ange Postecoglou, qui a prévenu il y a deux mois qu'il n'était pas un magicien. « Je suis un manager de football. C'est un travail acharné que ces gars ont fait toute l'année. Comme je l'ai dit, nous sommes arrivés à ce stade, qui est plutôt décent, grâce à un travail acharné et c'est ce que nous allons continuer à faire ». ■

## J.O. 2024 La Dream Team américaine est prête

Avec la liste annoncée, les Américains mettent toutes les chances de leur côté pour aller chercher l'Or olympique. Seront de la partie dès le 27 juillet selon Adrian Wojnarowski d'ESPN : Stephen Curry, LeBron James, Kevin Durant, Jayson Tatum, Joël Embiid, Devin Booker, Anthony Edwards, Tyrese Haliburton, Jrue Holiday, Bam Adebayo et Anthony Davis. Ainsi Team USA est presque au complet. La question aujourd'hui est de savoir qui sera le douzième homme ? Ce pourrait bien être Jalen Brunson ou Kawhi Leonard. Quoi qu'il en soit, Steve Kerr aura beaucoup de boulot afin de faire de cette team une équipe équilibrée. Par ailleurs, une autre place pourrait se libérer. La participation de Joël Embiid, blessé au ménisque du genou gauche, reste incertaine pour l'heure. À voir dans les prochaines semaines comment évolue la situation. Cette équipe américaine annoncée n'a d'égal sur le papier que la Dream Team de 1992 qui avait balayé ses adversaires. ■ **B.S.H**



### CARTONS DE LA SEMAINE

Auteur de quatre buts, **Cole Palmer** a activement participé à la victoire de Chelsea face à Everton (6-0). Le milieu offensif anglais a réussi un festival une semaine après avoir inscrit un triplé contre Manchester United. Il est actuellement co-meilleur buteur de Premier League (20 buts) avec le Norvégien Erling Haaland.

Le handballeur **Benoît Kounkoud**, initialement accusé de tentative de viol par une femme dans une boîte de nuit fin janvier, comparaitra finalement pour exhibition sexuelle lors d'une audience de plaidier-coupable en juin au tribunal de Paris. La fédération française a annoncé qu'elle allait engager une procédure disciplinaire à son encontre.

## VIVIANE SIDIBÉ : UNE PASSION INNÉE POUR LE CINÉMA

Diplômée en hôtellerie-tourisme de l'Institut Universitaire de Gestion (IUG) de Bamako en 2011, Viviane Sidibé ne semblait pas prédestinée à une carrière au cinéma. Même si elle avait « un amour inné » pour le septième art, elle avoue y être entrée « par accident ». Depuis son premier rôle, elle multiplie les apparitions et envisage maintenant une carrière au cinéma, pas seulement comme actrice.

FATOUmata MAGUIRAGA



L'actrice Viviane Sidibé veut se donner les moyens d'évoluer dans l'univers cinématographique.

C'est au lycée, où elle joue dans la troupe théâtrale, que Viviane Sidibé se fait remarquer par un professionnel qui la convainc de « déposer ses dossiers au Centre national de Cinématographie du Mali (CNCM) ». Elle y décroche son premier rôle en 2006, alors qu'elle est encore au lycée. Elle joue dans une série malienne de 5 épisodes intitulée « Duel à Dafa », où elle incarne une aide-ménagère.

Après cette première opportunité, elle tient le rôle principal dans le long métrage « Toile d'araignée », tourné entre 2010 et 2011, qui lui a apporté « sa notoriété ». Ensuite, de fil en aiguille, Viviane enchaîne les rôles dans des courts et des longs métrages. Son expérience, elle la tire « directement des plateaux » où elle tourne, grâce à « un talent inné » et la proximité avec les artistes qu'elle côtoie

sur différents tournages. Même si elle a participé à plusieurs ateliers, elle envisage de se former davantage dans un milieu où elle ambitionne de performer et d'embrasser d'autres métiers, celui de réalisatrice par exemple.

**Monde féroce et incertain** En attendant, elle continue de peaufiner son expérience et vient de participer à la deuxième saison de la série sur les aventures de « Séko Bouaré » du cinéaste malien Cheick Oumar Sissoko. Elle se prépare également pour un autre long métrage, le mois prochain. Pour le moment, c'est grâce à l'amour et la passion qu'elle arrive à tenir dans « un monde féroce et incertain ». Où votre destin est dans votre main mais aussi lié à un contexte où les opportunités et le financement manquent. Dans ce secteur un peu « délaissé », il faut des fonds pour la culture en général et le cinéma en particulier, pour soutenir les productions et la construction de salles, plaide l'actrice de 37 ans, qui se réjouit du soutien de sa famille depuis ses débuts.

Du coup, pour vivre de ce métier, « il faut faire autre chose pour joindre les deux bouts ». La culture étant le miroir d'un pays, il ne faut pas se contenter des financements venus de l'extérieur, pour « exercer dignement son métier » et avoir des œuvres à la hauteur de nos ambitions. ■

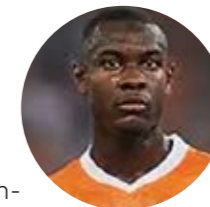
### INFO PEOPLE

**SIDIKI DIABATÉ PRÉPARE UN SHOW À L'ACCOR ARENA**



Le Prince de la kora, l'artiste malien Sidiki Diabaté, prépare un nouveau concert à l'Accor Arena de Paris, le 8 février 2025. Après sa grande première réussie en novembre 2023, il revient dans cette salle mythique pour franchir une nouvelle étape. Une salle de plus de 20 000 places assises que la star veut conquérir grâce « aux bénédictions de ses parents et de ses fans ». L'artiste y était « en reconnaissance » ce 15 avril 2024. Il espère rencontrer le même succès que lors de son premier passage à l'Accor Arena, ex Bercy.

**EVAN NDICKA VA BIEN**



Le défenseur franco-ivoirien de 24 ans souffre d'un traumatisme thoracique et d'un pneumothorax, mais aucun problème cardiaque n'a été détecté. Le joueur de l'AS Rome a été victime d'un malaise le 14 avril, en plein match. « Il va bien », a assuré son entraîneur le 17 avril, à la veille du quart de finale retour de League Europa contre l'AC Milan. « Le pneumothorax est quelque chose d'embêtant et de douloureux, mais heureusement, si on peut dire, il ne souffre pas de ce que nous craignons quand il s'est effondré sur le terrain ».

Journal du Mali  
L'hebdo

Directeur de publication :  
Mahamadou CAMARA  
mcamara@journalumali.com

Directrice déléguée :  
Aurélien DUPIN  
aurelie.dupin@journalumali.com

Rédacteur en chef :  
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :  
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :  
Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed  
KENOUVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité  
par IMPACT MÉDIA Presse.  
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble  
Badenya, près M'ÉVA Palace - Bamako  
Tél : +223 20 23 00 66  
www.journalumali.com  
contact@journalumali.com



**TES PROGRAMMES  
FAVORIS SONT SUR  
L'APP CANAL+,**

**TELECHARGE-MOI  
DJONA**

